



REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi

**Ministère de l'Eau
et de l'Assainissement**



**Office National
de l'Assainissement
du Sénégal**

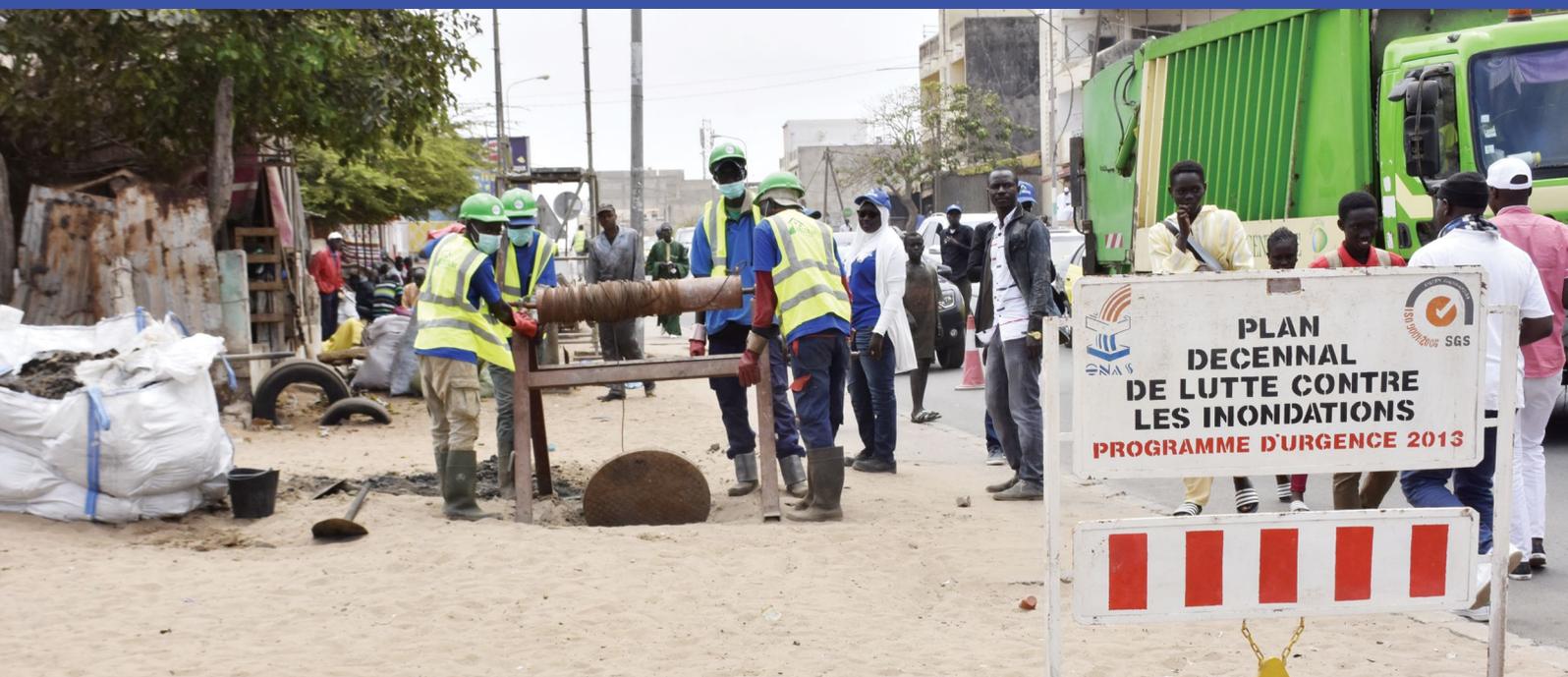
**ONAS
MAG**

AVRIL-MAI-JUIN 2019

L'Assainissement pour un meilleur cadre de vie.

DAKAR 2021

Forum Mondial de l'Assainissement



EAU ET ASSAINISSEMENT

**Le Ministre Serigne
Mbaye Thiam conscient
des défis du secteur**





**SON EXCELLENCE,
MONSIEUR
MACKY SALL,
PRESIDENT
DE LA
REPUBLIQUE
DU SENEGAL**

« Je suis satisfait de la mise en œuvre de la politique d'assainissement de 2012 à maintenant »

Le Président de la République, Son Excellence, Macky SALL note bien la mise en œuvre de la politique d'assainissement au Sénégal. C'était à l'occasion de l'inauguration du système intégré d'assainissement de la Ville de Joal-Fadiouth où plus de 36.000 personnes auront pour la première fois droit aux services d'assainissement. « Monsieur le Directeur Général de l'ONAS, Monsieur Lansana Gagny SAKHO, soyez mon interprète auprès de votre Ministère de tutelle, pour lui dire ma satisfaction sur la mise en œuvre de la politique de l'assainissement de 2012 à maintenant. Nous avons investi plus de 190 milliards de francs Cfa qui ont permis entre autres l'assainissement de 10 villes parmi lesquelles, Tivaouane, Touba, Cambéréne », s'est félicité son Excellence le Président de la République, Macky SALL.

Extrait de son discours prononcé à Joal-Fadiouth



**MONSIEUR
SERIGNE MBAYE
THIAM,
MINISTRE DE L'EAU
ET DE L'ASSAINISSEMENT
DU SENEGAL**

« Le Forum mondial de l'eau de Dakar est une marque de reconnaissance à nos progrès dans les domaines de l'eau et de l'assainissement »

Le Ministre de l'Eau et de l'Assainissement, Monsieur Serigne Mbaye THIAM a analysé le choix porté sur le Sénégal pour abriter le 9ème Forum mondial de l'Eau sous l'angle des performances réalisées par le Sénégal. Le premier pays à accueillir l'événement en Afrique, c'est le Royaume chérifien, dans sa ville de Marra-

kech en 1997. « Le choix du Sénégal comme premier pays d'Afrique au Sud du Sahara comme pays hôte constitue une marque de reconnaissance aux énormes progrès accomplis par notre pays dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, mais également en matière d'hydro-diplomatie ».

Extrait du discours du Ministre de l'Eau et de l'Assainissement, Monsieur Serigne Mbaye THIAM, au « Kick-Off Meeting » tenu du 20 au 21 juin 2019.

EDITORIAL

PAGE 5

COMITÉ SÉNÉGALAIS DE L'ASSOCIATION AFRICAINE DE L'EAU (AAE)
Un challenge largement à notre portée

RUBRIQUE POINT DE MIRE

PAGES
6-11

SENEGAL
L'amélioration du cadre de vie, une priorité du Président, Macky SALL
 EAU ET ASSAINISSEMENT
Le Ministre Serigne Mbaye THIAM conscient des défis de l'heure du secteur
 9^{ÈME} FORUM MONDIAL DE L'EAU
Plus de 700 participants enregistrés au « Kick-off meeting »
Dakar 2021, Forum Mondial de l'Assainissement...
 FORUM MONDIAL DE L'EAU « DAKAR 2021 »
La société civile africaine plaide pour une meilleure prise en compte des préoccupations des populations

RUBRIQUE DOSSIER

PAGES
12-17

LUTTE CONTRE LES INONDATIONS
Le Président Macky SALL demande un état exhaustif des réalisations
 OPERATIONS PRE-HIVERNALES
L'ONAS sensibilise les maires de Dakar
Les maires sollicitent un appui et s'impliquent pour le changement de comportement
 MONSIEUR PEDRE SY, DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION ET DU CONTRÔLE DE L'ONAS
« Des ouvrages structurants pour lutter contre les inondations »
 LUTTE CONTRE LES INONDATIONS A TIVAOUANE DIACKSAO
Les projets d'assainissement soulagent les populations

RUBRIQUE ACTUALITÉ DE L'ONAS

PAGES
18-26

PROJET D'ASSAINISSEMENT DE LA CITE SOLEIL ET ENVIRONS
Les assurances de l'ONAS sur le retard
 STATION D'EPURATION DE CAMBERENE
Les travaux ont démarré, selon le Directeur de l'Exploitation
 OMNI PROCESSEUR
Une technologie qui permet de produire de l'énergie et de l'engrais à partir des sous-produits
 ONAS
Les travailleurs réclament la revalorisation de la redevance-assainissement
 COMMENTAIRE
Nécessité d'équilibrer les financements en faveur de l'eau potable et de l'assainissement
 ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL
Le projet de construction de 2000 latrines lancé à Khondioigne
 MONSIEUR ALIOUNE NIANG, COORDONNATEUR DU PROJET EAU ET ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL
« La construction de 100.000 latrines va accélérer l'accès à l'assainissement en milieu rural »
 ASSAINISSEMENT AUTONOME
Un projet urbain inclusif testé à Kaolack et Kolda
 NEXUS CROISSANCE VERTE ET ASSAINISSEMENT :
GGGI et ONAS lancent un projet pilote

RUBRIQUE SUR LE FIL DE L'ONAS

PAGES
27-29

DON DE SANG
L'amicale des femmes de l'ONAS sacrifie à l'acte qui sauve des vies
 ENJEUX DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT
L'AJPEAS appelée à être leader pour le changement

RUBRIQUE TRAITS-LIBRES

PAGES
30-31

MONSIEUR ABIDINE DIAKAHTÉ, CHEF DU DEPARTEMENT EXPLOITATION DAKAR
Un passeur de la conscience professionnelle



DIRECTEUR DE PUBLICATION

MONSIEUR

LANSANA GAGNY SAKHO

DIRECTEUR GENERAL ONAS

COMITE DE REDACTION

Ndèye Aminata FAYE NGALANE

Département de Communication

et des Relations Publiques,

Pape Moussa BA

Fatou Kiné SECK FAYE,

Astou DIOP TOUNKARA

CONCEPTION - REALISATION

Mondiale Traduction Services

ADRESSES

ONAS

Cité TP Som N°4 - BP 13428

Tél : 33 859 35 35

Fax : 33 832 35 31

Email : onas@onas.sn

Site web : www.onas.sn

facebook.com/www.onas.sn

twitter.com/onasSenegal

Editorial

COMITÉ SÉNÉGALAIS DE L'ASSOCIATION AFRICAINNE DE L'EAU (AAE)



PAR
LANSANA GAGNY SAKHO
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ONAS

Un challenge largement à notre portée

Loin d'être un fardeau ou une charge de plus, l'avènement de l'Office National de l'Assainissement du Sénégal (Onas) à la tête du comité national de l'Association Africaine de l'Eau (AAE), est un challenge. Il est même une opportunité pour donner un souffle nouveau et prometteur à notre association commune. En effet, ce mandat rappelle surtout le rôle d'avant-garde mais aussi de mobilisation et de modernisation attendu de notre part, pour renforcer les capacités de nos sociétés, proposer des pistes de réflexion pour développer l'accès à l'eau et à l'assainissement.

Le Sénégal est considéré comme un modèle de réussite pour ce qui est de la réforme du secteur de l'Eau et de l'Assainissement. Du fait d'un cadre législatif et réglementaire, son exemple est devenu un attrait pour les décideurs et opérateurs de l'Eau et de l'Assainissement en Afrique de l'ouest, de l'Est et du Centre. La gestion des services du secteur est souvent visitée par des opérateurs publics et privés sur conseil des partenaires techniques et financiers à travers des missions de benchmarking et ses experts ont fini de conduire le mentoring de plusieurs opérateurs publics ou privés et des municipalités en Afrique. C'est le cas de l'ONAS qui a accompagné la mise en place de l'Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD) de la Côte d'Ivoire et a été le mentor dans le cadre du programme RASOP, des villes de Yamoussoukro, de Bamako et de Yaoundé pour la mise en place de systèmes innovants de gestion des boues de vidange.

Sous ce rapport, un double challenge se dresse devant l'ONAS qui assure la présidence actuelle du comité Sénégal de l'AAE : d'une part, renforcer les acquis significatifs obtenus dans le secteur grâce à une implication plus accrue du secteur privé dans la délivrance du service public et d'autre part impulser une réflexion soutenue des spécialistes pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable.

Dans cette perspective, nos actions viseront à développer les coopérations et les réseaux entre nos diverses structures, les individus, associations, collectifs et organisations qui œuvrent en faveur d'un accès universel et durable surtout à l'assainissement de tous les ménages. Pour ce faire, en vue de créer les dynamiques utiles, nous avons finalisé un plan d'action en guise de feuille de route à l'attention de toutes les parties prenantes. Il s'agit entre autres de :

- Faire adhérer de nouveaux membres pour élargir le comité Sénégal à d'autres acteurs du secteur de l'eau avec la mise en place d'une base de données ;
- Susciter une réflexion et une sensibilisation portant sur une lecture d'appropriation des textes réglementaires de l'AAE ;
- Réintégrer le Sénégal dans le comité directeur pour lui permettre de continuer à jouer son rôle stratégique,
- Organiser et animer au niveau local des réflexions sous la forme de panels, tables-rondes ou dîner-débat sur les questions de l'heure concernant le sous-secteur de l'Eau et de l'Assainissement,
- Dérouler, en relation avec le réseau local des femmes de l'AAE et les jeunes professionnels de l'Eau et de l'Assainissement, des activités- phares de terrain, etc.

Plus que jamais, nous réitérons notre volonté d'impliquer tous les acteurs pour renforcer et consolider le comité national et nous inscrire dans une logique pour développer la réflexion dans une perspective d'amélioration continue pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable.

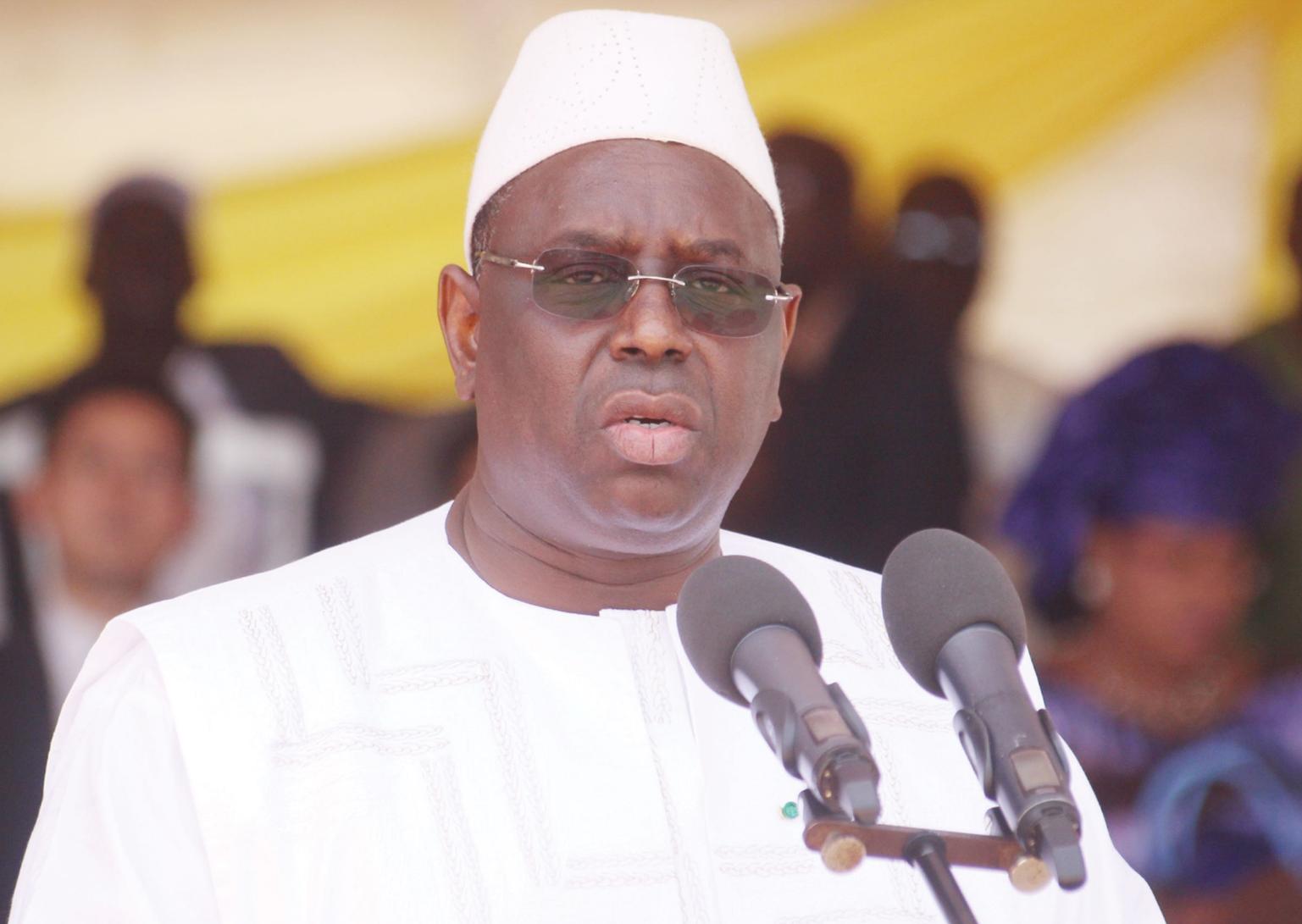
SENEGAL

L'amélioration du cadre de vie, une priorité du Président, Macky SALL

Après sa réélection pour un second mandat de cinq ans, le Chef de l'Etat, son Excellence Macky SALL, a dévoilé ses priorités pour ce quinquennat. Il fait de l'amélioration du cadre de vie l'une de ses priorités. « La troisième priorité que je compte mettre en œuvre tient à l'amélioration de notre cadre de vie, à la promotion d'un habitat décent pour tous et à la sauvegarde de notre environnement », déclare le Chef de l'Etat, Son Excellence Macky SALL, dans son discours après sa prestation de serment. Il se dit convaincu qu'« il y a ur-

gence à mettre fin à l'encombrement urbain, à l'insalubrité, aux occupations illégales de l'espace public et aux constructions anarchiques dans des zones inondables comme le Technopole de Dakar ». C'est ainsi qu'il en appelle à toutes les forces vives de la nation à prendre au sérieux ces questions. « J'appelle à la mobilisation générale pour forger l'image d'un Sénégal plus propre dans ses quartiers, plus propre dans ses villages, plus propre dans ses villes. En un mot, un Sénégal « Zéro déchet ». Je ferai prendre sans

délai des mesures vigoureuses dans ce sens. J'y engage aussi les autorités territoriales et locales ainsi que les mouvements associatifs et citoyens », ajoute-t-il. Le Président Macky SALL a ensuite annoncé un vaste programme de 100.000 logements. « S'agissant de l'habitat social, je lancerai un vaste programme pour la construction de 100.000 logements sur cinq ans, afin que progressivement, chaque famille sénégalaise quels que soient ses revenus, puisse accéder à un logement décent à un coût accessible ».



EAU ET
ASSAINISSEMENT

Le Ministre Serigne Mbaye THIAM conscient des défis de l'heure du secteur



C'est à pas de charge que le Ministre de l'Eau et de l'Assainissement, Serigne Mbaye THIAM, a effectué une visite de courtoisie à l'ONAS et à la SONES. A l'ONAS, il s'est rendu à la station d'épuration de Cambérène puis à la Direction de l'Exploitation et du Contrôle de l'ONAS. A l'issue de la visite, le Ministre Serigne Mbaye THIAM se dit conscient des défis de l'heure du secteur de l'assainissement.

Après sa prise de fonction, le nouveau Ministre de l'Eau et de l'Assainissement, Serigne Mbaye THIAM a effectué une visite de prise de contact, le jeudi 09 mai 2019, à la Direction de l'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS) et à celle de la Société Nationale des eaux du Sénégal (SONES). Serigne Mbaye THIAM a, tour à tour, visité les différents services de l'ONAS et de la

SONES, en présence de leurs directeurs respectifs Lassana Monsieur Gagny SAKHO et Monsieur Charles FALL. À l'ONAS, le Ministre de l'Eau et de l'Assainissement, en compagnie du Directeur Général de l'ONAS, s'est rendu à la station d'épuration de Cambérène pour avoir une idée claire du travail effectué sur place.

Par la suite, Monsieur Serigne Mbaye THIAM s'est rendu à la Direction de l'Exploitation et du Contrôle, avant de faire un tour au laboratoire de traitement des eaux usées. Sur place, le ministre en charge de l'Eau et de l'Assainissement a encouragé les différents directeurs et chefs de service de son département. Monsieur Serigne Mbaye THIAM se dit conscient des défis de l'heure dans le secteur de l'assainissement à travers les gros chantiers en cours comme le Programme d'assainissement des villes. Ce

programme vise à donner un coup d'accélérateur au volet assainissement du Ministère. « Les gens négligent un peu l'assainissement. Ils ne s'en rendent compte que lorsqu'on veut construire une usine de traitement comme KMS 3 de 200 millions de mètres cubes/jour, il faut prévoir que 70 à 80% de ces eaux seront des rejets qui doivent être traités », confie Monsieur Serigne Mbaye THIAM qui informe, dans la foulée, que des discussions sont menées avec les partenaires pour assoir une démarche de gestion holistique et intégrée des eaux pour une réutilisation des eaux issues du traitement de l'assainissement à d'autres fins que d'être déversées en mer. Monsieur Serigne Mbaye THIAM a réaffirmé son engagement à travailler avec tous les services relevant de son département pour relever les défis du secteur.

9^{EME} FORUM MONDIAL DE L'EAU

Plus de 700 participants enregistrés au « Kick-off meeting »

Exit Brasilia en 2018, Dakar abritera en mars 2021, le Forum mondial de l'eau ; ce qui sera une première pour un pays d'Afrique subsaharienne. Le pays organisateur a tenu les 20 et 21 juin derniers, des activités marquant le lancement officiel du processus préparatoire. Plus de 700 participants venus d'une soixantaine de pays ont pris part à ce qui est connu comme étant le « kick-off meeting ».

Le Sénégal a procédé les 20 et 21 juin derniers au lancement officiel du processus préparatoire du 9^e Forum mondial de l'eau prévu en mars 2021 à Dakar. Organisé au Centre international de conférence de Diamniadio, l'évènement plus connu sous l'appellation « kick off meeting » a accueilli plus de 700 participants. Durant deux jours, les participants venus d'une soixantaine de pays, ont discuté des thèmes du Forum, de la problématique de l'eau, de son enjeu dans le monde et en Afrique. « Nous avons veillé à la diversité des acteurs avec la présence de responsables de grandes institutions, des officiels, des universitaires, de la société civile, du secteur privé, etc. Parallèlement, il y a eu le pré-kick-off des jeunes. C'est un évènement donc important de par le nombre de participants et la qualité des résultats enregistrés », s'est réjoui, le co-président du Comité préparatoire du 9^e Forum mondial de l'eau, Monsieur Abdoulaye SENE.

Il s'agissait selon lui, d'offrir à toutes les parties prenantes la possibilité de prendre connaissance des thèmes prioritaires qui vont structurer la préparation du forum : la sécurité de l'eau, la coopération, l'eau pour le développement durable et les outils et moyens (le financement, la science et les connaissances et la gouvernance). Il a souligné que le « kick off meeting » a été sanctionné par « une moisson d'idées et de propositions sur lesquelles le comité préparatoire va s'appuyer pour donner

des orientations précises aux groupes de travail devant élaborer le format et la nature des sessions ».

« Le kick-off » vise à élaborer une feuille de route en vue de présenter à la communauté internationale les fruits d'une réflexion, d'une série de concertations ancrées sur les grands événements internationaux.

Par ailleurs, l'initiative « Dakar 2021 » sera marquée par un ensemble de projets labellisés visant à réaliser des réponses de terrain concrètes ; lesquelles seront présentées en mars 2021. Pour Monsieur Abdoulaye SENE, le Forum de Dakar doit constituer une sorte de catalyseur de l'accès universel à l'eau et à l'assainissement ; tout en contribuant à l'atteinte des grands Objectifs de Développement Durable (ODD). « Nous allons travailler dans la conception du format, des sessions et des expositions qui seront faites », a-t-il poursuivi.

A l'en croire, le Sénégal compte apporter une touche sénégalaise et africaine à l'organisation du 9^e Forum mondial de l'eau. L'accent sera mis sur un nombre limité de thématiques prioritaires, alors

que les éditions précédentes ont été marquées par un nombre important de sessions (entre 500 et 600 sessions). « Le Sénégal a l'ambition de restreindre les thèmes en se concentrant sur ce que nous considérons comme les thèmes prioritaires pour l'Afrique. Ainsi, le coût de l'organisation du Forum sera réduit de manière considérable. La deuxième innovation, c'est de recourir à des partenaires stratégiques pour chaque thème prioritaire », a précisé le Secrétaire Exécutif à l'organisation du 9^e Forum mondial de l'eau. Ces partenaires comprennent notamment la Fondation Bill et Melinda Gates, la France, la Corée du Sud et la Banque Africaine de Développement. Leur contribution devrait permettre au Sénégal de mieux prendre en charge le coût de l'organisation de l'évènement. « Nous comptons aussi sur ces partenaires pour sponsoriser les participants. Le forum va également générer des recettes représentant le tiers ou la moitié des dépenses », a fait remarquer Monsieur Abdoulaye SENE ; ajoutant que le budget global est en train d'être stabilisé.



Dakar 2021, Forum Mondial de l'Assainissement...

Le continent africain doit rapidement s'engager pour repenser le cycle de l'Eau avec un système d'assainissement adapté et efficient en amont des ressources en eau et une prise en compte des changements climatiques.

Le Sénégal abritera le prochain Forum Mondial de l'Eau (FME), le 9ème du genre, en 2021. Ce forum qui aura pour thème « la Sécurité de l'Eau pour la Paix et le Développement » se veut d'être, selon le comité international de préparation, un forum des réponses. Il devrait marquer une rupture avec une organisation institutionnelle centrée sur une préparation intégrée fondée sur des échanges décloisonnés multi-acteurs : politique, régional, citoyen et société civile.

L'approche adoptée vise à faire de « DAKAR 2021 », un forum des réponses, de démonstration de résultats, un forum politique avec l'implication de chefs d'Etat et de Gouvernements et voire des collectivités locales. A cet effet, « DAKAR 2021 » mettra l'accent sur quatre priorités à savoir : (1) la sécurité de l'eau, (2) la coopération, (3) l'eau pour le développement rural et (4) la boîte à « Outils et Moyens » incluant les questions cruciales du financement, de la gouvernance, de la gestion des connaissances et des innovations ; quatre (4) axes qui constituent des priorités pour le monde dans sa globalité.

L'une des caractéristiques innovantes du « DAKAR 2021 » porte aussi sur la mise en œuvre de réponses concrètes aux attentes des populations. En effet, en plus du soutien du Conseil Mondial de l'Eau à travers l'initiative « Dakar 2021 », le forum se veut comme une opération génératrice d'engagements et d'actions pour accélérer les progrès vers l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Le Sénégal reste un modèle en matière



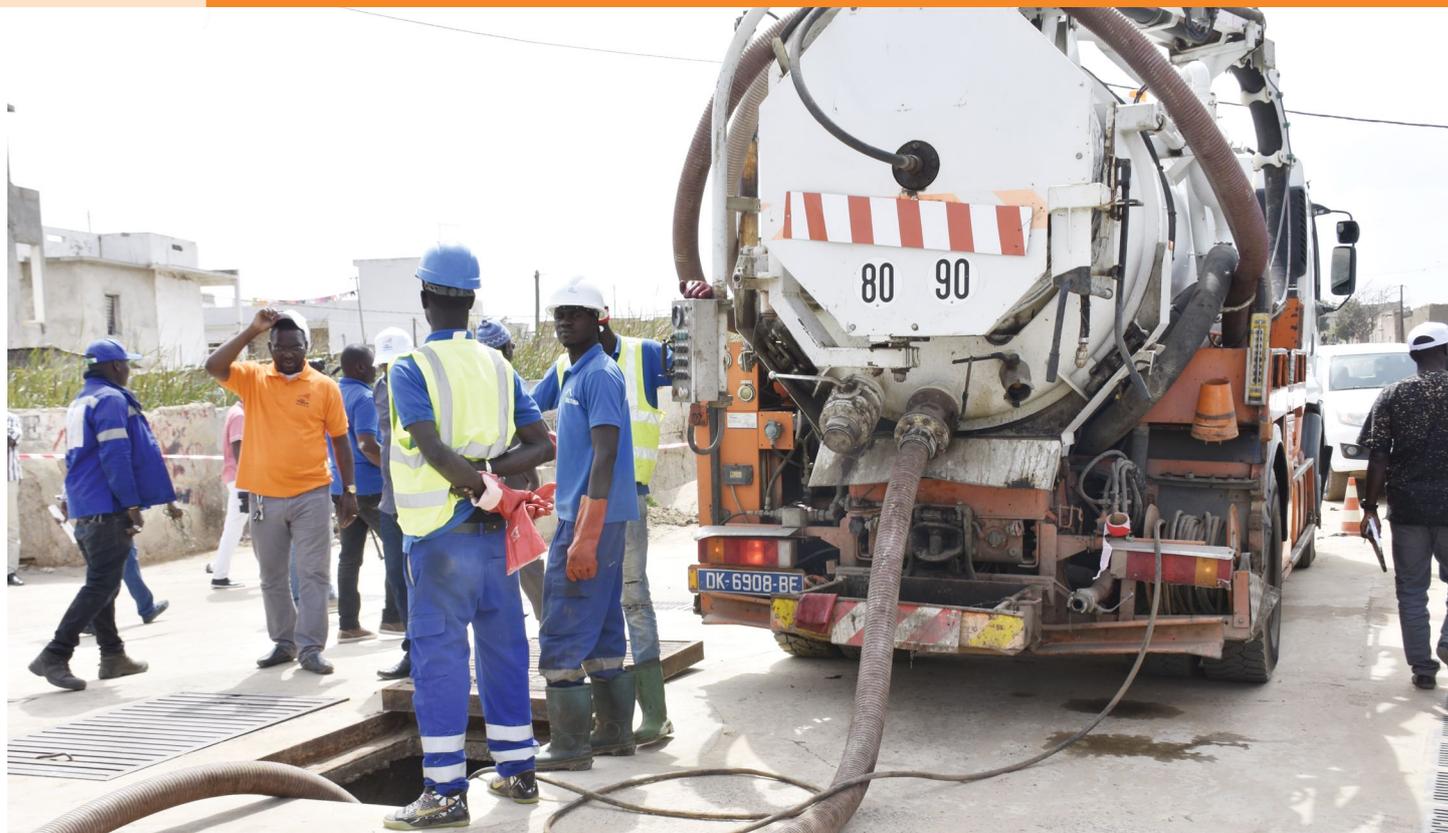
d'assainissement à cause de la forte volonté politique de son gouvernement couplée à une cohérence globale avec le Plan Sénégal Émergent (PSE). L'assainissement est avant tout une filière, qui comprend la collecte, le transport et le traitement. Une prise en compte de l'enjeu sanitaire et environnemental associé à ce secteur est primordiale à cause du lien très étroit existant entre les enjeux climatiques et l'accès à l'assainissement.

L'ONAS a fait de l'assainissement autonome un levier prioritaire pour améliorer significativement le taux d'accès avec la mise en œuvre du Programme de Structuration du Marché des Boues de Vidange (PSMBV) contribue en cela. En effet, ce programme témoigne de la volonté de l'Etat avec l'appui de la fondation Bill et Mélinda Gates (BMGF), de rendre plus accessible le coût de la commande de vidange. Cette interven-

tion salubre commence à enregistrer les impacts escomptés.

C'est également la même volonté politique d'amélioration des conditions de vie des populations que le gouvernement du Sénégal a engagé le projet de dépollution de la baie de Hann. Située au sud de la presqu'île du Cap Vert, très fréquentée, il y a une vingtaine d'années, par les Dakarais comme zone de plaisance, la baie de Hann est maintenant surtout connue pour son environnement dégradé et ses eaux insalubres provoquées, entre autres, par les rejets d'eaux usées provenant principalement des industries. En effet cette dernière accueille environ 80 % des établissements industriels du Sénégal.

L'assainissement des eaux usées industrielles et domestiques de la Baie de Hann impactera directement près de cinq cent mille (500.000.000) personnes confrontées à des problèmes de santé



publique dus à l'inexistence d'un système d'assainissement adéquat. Le projet devra permettre la régénération de tout l'écosystème de la baie de Hann mais également la mise en place d'un mécanisme innovant du principe pollueur payeur.

De belles choses en perspective à montrer pour mettre le Sénégal sur la carte du monde.... L'assainissement pourrait malheureusement être 'noyé' dans le thème eau pour le développement rural ce secteur constitue pourtant un des défis majeurs du continent.

Avec 650 millions d'habitants encore privés d'infrastructures d'assainissement, l'Afrique se trouve aujourd'hui dans une situation identique à celle de l'Europe du XIXème siècle. La différence réside dans l'imposition de l'assainissement par les Etats européens en réponses aux problèmes de santé. Cette place prioritaire dans les politiques publiques s'est vue renforcée par l'irruption récente des enjeux environnementaux : l'idée de laisser les eaux usées industrielles, urbaines ou ménagères sans traitement n'est plus admise. Dans un contexte de déficit alimentaire et énergétique criant, la possibilité d'utiliser les ressources issues de l'assainissement pour combler un tant soit peu ce déficit pourrait ouvrir des perspectives

de croissance économique très intéressantes. Ainsi, un argumentaire basé sur des données concrètes de production d'énergie et d'apport de fertilisants donnerait une visibilité dont manque l'assainissement et qui est essentielle. Une partie du succès des politiques d'accès à l'eau potable : le château d'eau, étant visible, peut être inauguré et affiché politiquement alors que les infrastructures d'assainissement se trouvent par nature enterrées et peu visibles.

La faible maturité institutionnelle de l'assainissement par rapport à l'eau potable, constitue malheureusement le principal frein à son financement. Tant que nous ne nous intéresserons pas à sa thématique, la situation sanitaire sur le continent africain aura peu de chances de s'améliorer.

Les facteurs de risque environnementaux, tels que la pollution de l'air, de l'eau et des sols, l'exposition aux substances chimiques, le changement climatique ou le rayonnement ultraviolet, contribuent à la survenue de plus de 100 maladies ou traumatismes. Une des pistes de promotion de l'assainissement pourrait être la mise en avant du lien entre assainissement et croissance économique comme les études de la Banque Mondiale tendent à le montrer. Elles témoignent de la relation entre as-

sainissement et croissance économique du pays, encouragent la mise en œuvre de politiques sanitaires et démontrent les retards économiques engendrés par l'inaction.

Dakar 2021 devrait permettre de mettre en évidence les défis majeurs qui tournent autour de l'assainissement. Le continent africain doit rapidement s'engager pour repenser le cycle de l'eau avec un système d'assainissement adapté et efficient en amont des ressources en eau et une prise en compte des changements climatiques.

Le niveau d'engagement dans le sous-secteur de l'assainissement est très faible, cela est souvent dû à la méconnaissance et enjeux mais surtout à la faible mobilisation des parties prenantes. Un plaidoyer pour l'assainissement, en rappelant les coûts liés au non-assainissement, largement connus, la mobilisation de tous les acteurs est essentielle. Le Forum Mondial de l'Eau organisé en terre africaine pourrait être une belle opportunité pour être le prélude d'une Afrique engagée dans un combat pour l'atteinte des ODD dans le domaine de l'assainissement. L'assainissement c'est santé et la vie....

**Par Lansana Gagny SAKHO,
Directeur Général de L'ONAS**

FORUM MONDIAL DE L'EAU « DAKAR 2021 »

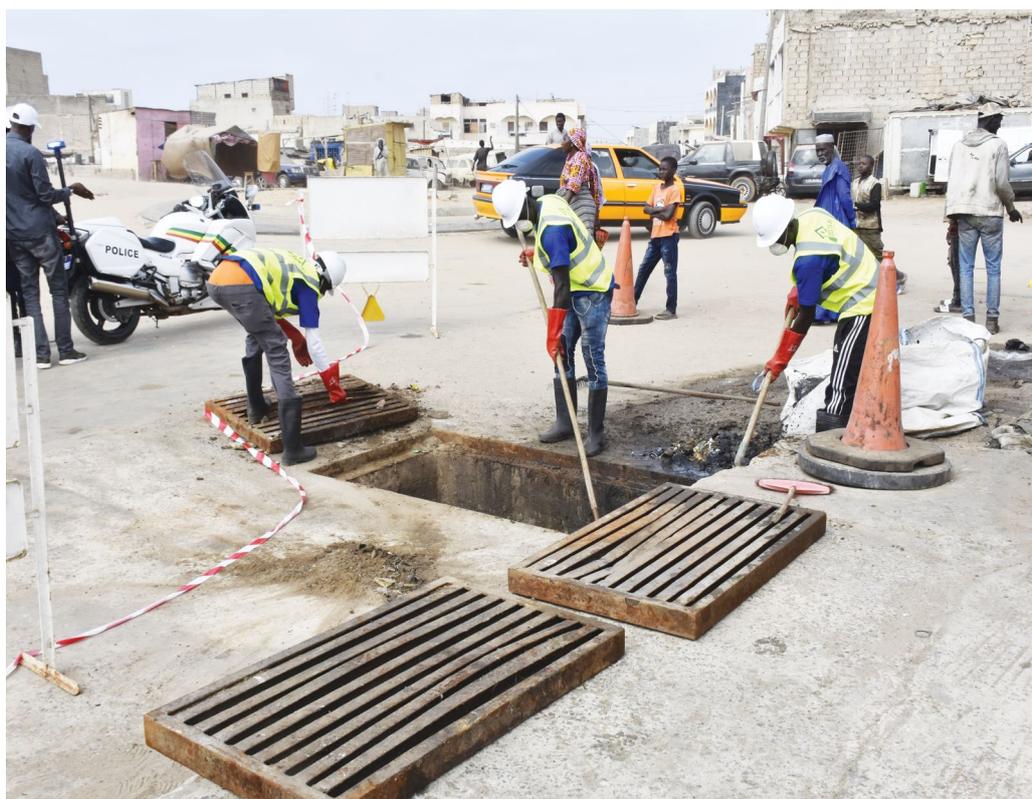
La société civile africaine plaide pour une meilleure prise en compte des préoccupations des populations

En prélude au 9e Forum mondial de l'Eau dénommé « Dakar 2021 », la société civile africaine du Secteur Eau et Assainissement veut faire entendre sa voix. Elle l'a fait savoir au cours de son 8e atelier d'échanges et de renforcement de capacités, tenu à Saly Portudal, afin d'élaborer une stratégie de plaidoyer et d'action des collectifs de la société civile du secteur en vue de ce Forum.

La société civile de l'Afrique de l'Ouest et du Centre intervenant dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement a tenu son 8e atelier d'échanges et de renforcement de capacités au Sénégal. Cette rencontre qui a réuni les représentants de dix pays (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Togo) se tient en prélude au 9e Forum mondial de l'Eau dénommé « Dakar 2021 », mais surtout dans le cadre du suivi de l'Objectif de Développement Durable (ODD) 6, qui garantit l'accès à l'eau à tous.

Monsieur Amacodou DIOUF, le président du Conseil d'Administration du Conseil des Ong d'appui au développement (Congad), souligne que « le rendez-vous de Dakar constitue un enjeu de taille pour l'Afrique ». Par conséquent, « il est important que la société civile soit prête afin de donner des documents de position mais aussi, de mener une réflexion stratégique qui pourrait renforcer la position gouvernementale ». A l'en croire, le but recherché à travers cette rencontre, c'est de travailler dans une « dynamique de production » qui permet, dit-il, « à ce que les populations se retrouvent dans les politiques d'eau et d'assainissement pour l'avenir de nos enfants ».

Madame Sandra METAYER, Coordinatrice de la Coalition Eau, un collectif des Ong françaises sur le secteur de l'eau et l'assainissement, soutient que cet atelier constitue une occasion pour les collectifs des organisations de la société civile de l'Afrique de l'Ouest et du



Centre dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement, pour partager des expériences et mener un plaidoyer en faveur de l'accès à l'eau et à l'assainissement à tous. L'objectif à terme c'est de « construire une feuille de route commune de la société civile sous-régionale pour se mobiliser en amont du 9ème Forum de Dakar, et au-delà, de façon plus générale, pour l'atteinte des engagements en matière d'eau et d'assainissement ».

A l'issue des travaux, elle espère voir les participants s'accorder sur les objectifs majeurs, les positions à porter, les thématiques à aborder au cours du Forum. « Nous allons essayer d'influencer l'architecture thématique du Forum pour que les enjeux qui nous tiennent à cœur soient intégrés. L'idée, c'est aussi de pousser pour un Forum ambitieux avec des résultats politiques et opérationnels concrets », avance Mme Sandra METAYER, tout en souhaitant l'élaboration

d'une ébauche de déclaration de la société civile d'Afrique sur ses attentes vis-à-vis du Forum et sur les enjeux majeurs qui doivent être traités.

Au nom du ministre de l'Eau et de l'Assainissement, Monsieur Serigne Mbaye THIAM, le Directeur de l'Assainissement, Dr Ababacar MBAYE, a magnifié cette initiative consistant à accompagner l'Etat dans les politiques publiques, et en particulier « dans la mise en œuvre des programmes mais surtout, en matière de plaidoyer pour renforcer les financements dans le secteur », mais également, dans le cadre de la sensibilisation qui va dans le sens d'un changement de comportements ». A l'en croire, l'Etat, seul, ne peut pas mettre en œuvre des politiques publiques. « Il faut forcément d'autres acteurs dont la société civile, le privé, les médias. En direction du Forum, il s'agit de voir comment nous aborderons les problématiques ensemble », précise-t-il.



LUTTE CONTRE LES INONDATIONS

Le Président Macky SALL demande un état exhaustif des réalisations

Le Chef de l'Etat, le Président Macky SALL, a demandé le Gouvernement appelé à faire le point sur l'état exhaustif des infrastructures déjà réalisées en matière de lutte contre les inondations à Dakar et dans les régions. C'était lors de son intervention au cours de la réunion hebdomadaire du Conseil des Ministres.

Lors de la séance hebdomadaire du Conseil des Ministres, du mercredi 19 juin 2019, le Chef de l'Etat, a ouvert la séance en interpellant le conseil sur les actions préventives de lutte contre les inondations. Le Président de la République a, à ce titre, demandé au Gouvernement de faire le point sur l'état exhaustif des infra-

structures déjà réalisées, ainsi que l'évaluation technique de l'impact sur l'amélioration de l'assainissement des zones inondées ou inondables. Le Président de la République, au sujet des interventions du Service National d'hygiène, a instruit le Gouvernement d'accélérer l'exécution des actions de prévention du paludisme et de lutte contre les maladies récurrentes pendant l'hivernage, en insistant sur l'implication des organisations communautaires de base.

Le Chef de l'Etat a, du reste, invité le Gouvernement à impliquer toutes les forces vives de la Nation dans la campagne de promotion de la propreté dont il présidera personnellement le lancement des journées Nationales, très pro-

chainement. Concernant la maintenance des infrastructures hydrauliques en milieu rural, il a invité le Gouvernement à engager toutes les mesures appropriées pour le fonctionnement adéquat des ouvrages hydrauliques défectueux sur l'ensemble du territoire National.

Le Président de la République n'a pas manqué, sur ce point, d'interpeller les membres du conseil sur l'extension et l'amélioration des grands réseaux d'adduction d'eau tels celui de Notto, Ndiomone- Palmarin, ainsi que celui des Iles du Saloum et de la Casamance. Le Chef de l'Etat a ainsi exhorté nos compatriotes à entretenir des « postures civiques et républicaines » sur les infrastructures hydrauliques.

OPERATIONS PRE-HIVERNALES

L'ONAS sensibilise les maires de Dakar

L'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS) a organisé, le mercredi 26 juin, un atelier de mise à niveau et de partage avec les maires de Dakar en prélude à l'hivernage pour les sensibiliser sur les missions de la structure mais aussi sur les moyens mobilisés pour améliorer l'assainissement de leur communauté.

Le moment ne pouvait pas être mieux choisi. A l'approche de l'hivernage, l'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS) a organisé un atelier de mise à niveau et de partage avec les maires de Dakar, le mercredi 26 juin. Cette rencontre, qui a accueilli plusieurs maires de la capitale, a été une occasion de sensibiliser les élus locaux sur les missions de l'ONAS, sur son patrimoine, mais aussi sur les projets en cours et sur ses opérations pré-hivernales. C'est ainsi que le Directeur Général de l'ONAS, Monsieur Lansana Gagny SAKHO, a insisté sur l'importance de la sensibilisation. D'après M. SAKHO, l'Etat a beaucoup fait dans le secteur avec 300 milliards d'investissements, mais il y a toujours des problèmes de comportement. Pour lui, s'il n'y a pas de changement de comportement, les populations continueront à avoir les mêmes problèmes de santé publique dus aux difficultés d'assainissement. Il constate pour le regretter qu'après le curage des canaux, des populations y mettent des déchets solides, ce qui obstrue le passage des eaux pluviales ou des eaux usées. Sur ce point, il précise que l'ONAS ne gère pas les déchets solides, mais les déchets liquides.

Les branchements clandestins constituent aussi un problème car font qu'il y a un refoulement des eaux dans les quartiers. Il a invité ainsi les maires qui sont à la base de sensibiliser les populations pour un meilleur changement de comportement.

Le Directeur de l'ONAS a rappelé plusieurs projets en cours, dont celui de la dépollution de la zone nord de Dakar qui concerne le déplacement de l'émissaire



de Cambérène, la multiplication de la capacité de cette station d'épuration, le Projet de Dépollution de la Baie de Hann «qui avance de façon significative». D'ailleurs, concernant ce projet, Monsieur Lansana Gagny SAKHO espère que les travaux seront lancés avant la fin du deuxième trimestre 2019.

900 millions de francs Cfa pour les opérations pré-hivernages

Par ailleurs, à l'approche de la saison des pluies, l'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS) prépare les opérations pré-hivernages pour anticiper sur les risques d'inondations. Dans le cadre de ces opérations pré-hivernages, l'ONAS travaille sur le curage, le débouchage des canaux, l'entretien du réseau etc. Le Directeur de l'Exploitation et du Contrôle de l'ONAS, Monsieur Pèdre SY, qui présentait le programme des opérations, lors de l'atelier de partage avec les maires de Dakar, le mercredi 26 mai, a révélé qu'une enveloppe de 900 millions de francs Cfa est prévue par l'ONAS pour les activités pré-hivernages. Au total 200 saisonniers seront aussi engagés dans le cadre de ces

opérations pour la gestion des stations de pompage et des points noirs, zones qui sont plus exposées aux risques d'inondations.

Le Directeur d'Exploitation de l'ONAS rappelle aussi que plusieurs activités sont prévues dans le cadre de cette opération pré-hivernages avec les stations de pompage qui permettent de gérer les eaux pluviales au niveau des points noirs. Les bassins permettront aussi de recueillir les eaux pluviales avec le concours des sous-traitants privés.

Le Directeur de l'Exploitation et du Contrôle de l'ONAS, rappelle qu'il y a 1703 kilomètres de réseau d'eaux usées répartis à Dakar et dans plusieurs villes comme Saint Louis, Mbacké etc. Pour les eaux de pluie, 39 stations de pompage d'eau pluviale sont fonctionnelles à Dakar.

Toutefois, malgré ces infrastructures, un «sérieux problème de comportement» fait qu'il y a un manque d'efficacité dans le secteur. Le Directeur d'Exploitation regrette l'empiètement avec des populations qui construisent même sur ce réseau d'assainissement, notamment à Dieupeul, Grand Dakar, Biscuiterie, Hlm etc.



Les maires sollicitent un appui et s'impliquent pour le changement de comportement

Les maires de Dakar, ont beaucoup sollicité l'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS) pour bénéficier d'un soutien à l'approche de l'hivernage. Lors de l'atelier organisé par l'ONAS, ce mercredi 26 juin, les élus territoriaux sont revenus sur les difficultés auxquelles ils sont confrontés dans leurs localités durant l'hivernage. Pour une meilleure efficacité, le Maire de Rufisque, Monsieur Daouda NIANG a demandé à l'ONAS d'impliquer l'Unité de coordination de la gestion des déchets solides (UCG). D'autres élus ont abondé dans le même sens. « Il faut que les collectivités s'engagent pour améliorer l'assainissement, notamment en sensibilisant les populations pour un

meilleur comportement », a plaidé le Maire de Rufisque. Par la suite, Monsieur El Hadj GUEYE, qui a représenté le Maire de la Ville de Pikine tout comme Monsieur Souleymane FAYE de la Commune de Guinaw Rail du Sud Prenant la parole, le Maire de Dalifort-Foirail, Monsieur Idrissa DIALLO a voulu savoir si l'ONAS a suffisamment de moyens pour l'entretien et la maintenance des ouvrages. Le Maire de Dieupeul-Derklé, a lui dénoncé les comportements inciviques à savoir des branchements clandestins, la transformation des canalisations en réceptacles de déchets. Ces actes limitent les capacités de fonctionnement de ces infrastructures. Le secrétaire permanent de

l'Association des Maires du Sénégal (AMS), Monsieur Oumar BA, a salué la collaboration entre l'AMS et l'ONAS dans ce domaine.

Le Directeur Général de l'ONAS, Monsieur Lansana Gagny SAKHO, a affirmé que cette rencontre avec les maires relève d'une démarche inclusive en vue « d'améliorer le cadre de vie des populations, mais arriver surtout pendant cet hivernage à éviter les problèmes d'inondations ». Il reconnaît que la demande est importante sur le terrain parce que depuis des années, il y avait un déficit d'investissement dans le secteur. Pour changer les comportements, M. SAKHO a demandé l'accompagnement des Maires dans la sensibilisation des populations.

MONSIEUR PEDRE SY, DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION ET DU CONTROLE DE L'ONAS

« Des ouvrages structurants pour lutter contre les inondations »

Le Directeur de l'Exploitation et du Contrôle de l'ONAS, Monsieur Pédre SY, a salué l'option volontariste de l'Etat visant à réaliser des ouvrages structurants pour lutter contre les inondations. Dans cet entretien, il a indiqué qu'en prélude à l'hivernage, toutes les stations de pompage de Dakar et dans les régions ont été traitées. Toutefois, il a appelé les populations à avoir un « comportement responsable » pour éviter le phénomène des inondations.

Est-ce qu'aujourd'hui les stations de pompage d'eaux usées et d'eaux pluviales sont prêtes à fonctionner pour évacuer les eaux de pluies ?

Nous avons commencé les opérations de curage à Dakar tout comme dans les régions. Dans les régions, nous avons terminé les opérations à Fatick, Touba, à Kaolack. Les opérations sont en cours à Saint-Louis. Toutes les villes où nous dis-

posons de stations de pompage, le curage est en train de se dérouler. A Dakar, au niveau du Canal 6 et 5, les gens sont en train de faire le curage. Les stations de pompage (une centaine) d'eaux usées et d'eaux pluviales ont été entretenues et le personnel est sur place. Pendant la saison des pluies, nous mettons là-bas du personnel pour une surveillance 24h/24. Les gens se relaient

avec un accompagnement d'équipes mobiles. Le système mis en place permet pendant l'hivernage d'avoir l'information à temps réel. Tout le dispositif est sur place ainsi que le personnel. Les stations sont prêtes à fonctionner. Le curage se fait de façon continue : avant, pendant et après les pluies.

Est-ce qu'aujourd'hui, il y a des acquis en termes de lutte contre les inondations à Dakar et dans les régions ?

Entre 2012 et aujourd'hui, l'Etat a consenti énormément de moyens dans la réalisation des ouvrages structurants pour lutter contre les inondations. L'une des preuves palpables demeure les réa-





lisations d'ouvrages aux Parcelles Assainies. Dans cette commune, beaucoup de quartiers étaient confrontés à des problèmes d'inondations notamment aux Unités 13, 17, 24, 25, aux Hlm Grand Médine, etc. Dans toutes ces zones, nous avons mis des stations de pompage avec un débit moyen de 300 m³/h. Ces ouvrages structurants nous ont permis d'avoir des résultats satisfaisants dans ces zones. Même les autorités municipales ont reconnu les investissements louables dans sa commune en matière de lutte contre les inondations. Il en est de même dans d'autres quartiers de la banlieue comme à Sam-Sam Tenn Bi, Hamdallaye, Diawar Diagne, etc. Nous avons réalisé de stations de pompage avec de très grands débits qui varient entre 500 et 2000 m³/h. Aux Maristes, nous avons eu énormément de problème d'inondations en 2012. Les lacs 1 et 2 étaient remplis et débordés, impactant ainsi sur toutes les maisons. En 2013, l'Etat a mis 9 milliards de francs Cfa dans cette zone. Ce qui a permis de régler le problème des lacs et de l'autoroute à péage et de la route nationale par la mise en place d'une station de pompage de 7200 m³/h. Depuis lors, nous n'avons plus de problème d'inondations dans ce quartier. Dans d'autres zones, nous avons eu à réaliser des tra-

vaux d'envergure. A Touba, la station de pompage de Keur Niang a été doublée. A Mbour, des quartiers comme la Cité Sonatel, l'Etat a mis beaucoup d'investissements pour évacuer les eaux pluviales. A Roukou Mboussewe à Diourbel, c'est aussi le même constat. A Kaffrine, nous sommes en train de réaliser un réseau d'eaux pluviales. Pour ce projet, tout le dispositif est déjà sur place. Il en est de même à Kaolack. Entre 2012 et aujourd'hui, nous avons eu beaucoup d'acquis permettant d'atténuer tous les problèmes d'inondations connus dans le passé. Il arrivait, un mois après l'ouverture des classes, que les populations déplacées continuent toujours d'occuper les écoles. De moins en moins, on constate le déplacement des populations dans les écoles car les ouvrages réalisés ont permis de régler en grande partie les problèmes d'inondations au Sénégal. Le plus important pendant la saison des pluies, c'est d'avoir des ouvrages. Quand ça pleut, c'est l'intensité qui définit le temps de rétention. Et l'Etat a mis en place des infrastructures qui permettent de collecter les eaux et les évacuer. Mais il peut arriver qu'il y ait un temps de stagnation des eaux pluviales d'une heure ou plus, mais tout cela dépend de l'intensité des pluies. Depuis la mise en place des in-

frastructures, le temps de rétention a considérablement diminué.

Donc les populations peuvent espérer passer un bon hivernage cette année ?

Le plus important c'est le fonctionnement des ouvrages. Toutefois, il y a des facteurs que nous ne maîtrisons pas. C'est la quantité d'eau qui va tomber et l'intensité ; et l'autre, c'est le comportement des populations. Nous avons trois ennemis : les ordures ménagères, le sable et le comportement des populations. Pendant la saison des pluies, les gens ont tendance à ouvrir leurs regards. Ce qui fait que tout ce qui est sable, déchet se retrouve dans les réseaux et bloque le fonctionnement normal des ouvrages. Allez dans nos réseaux d'évacuation d'eaux pluviales, vous vous en rendez compte. Les gens rejettent tout ce qui est déchet dans les canaux. Alors que l'ONAS dépense au minimum chaque année 1 milliard F Cfa pour les besoins de curage des canaux. Dans certaines zones, on cure et les gens commencent à y jeter des ordures. Ce que nous constatons c'est que les gens ne sont pas jaloux de leur environnement.

Aussi, pour que les ouvrages puissent fonctionner normalement, les populations doivent avoir un comportement responsable. Sinon, l'Etat va continuer à dépenser des moyens inutilement. L'agression continue des ouvrages est pour la plupart du temps source d'inondations. Allez dans la banlieue, vous vous rendez compte que beaucoup d'ouvrages sont envahis par des ordures. Nous dépensons énormément d'argent pour pouvoir faire l'entretien et le curage. A Pikine à Saint-Louis, l'exécutoire des eaux pluviales est rempli de déchets. Une situation qui nous a poussés l'année passée à faire trois curages. Le triptyque : eaux usées, pluviales et gestion des ordures, nous permettra de régler ce problème. Si l'Etat met des moyens pour évacuer les eaux pluviales, et que le dessablement ne se fait pas normalement ainsi que le ramassage des ordures, cela va impacter sur les ouvrages de drainage des eaux de pluie. Actuellement, nous assisterons à ce phénomène. Si les populations ont un comportement responsable et que nos ouvrages fonctionnent, les problèmes d'inondations peuvent être atténués considérablement.

LUTTE CONTRE LES INONDATIONS A TIVAOUANE DIACKSAO

Les projets d'assainissement soulagent les populations



A Lansar et Médina marène, deux quartiers de la commune de Tivaouane-Diacksao, les populations saluent l'apport des canalisations et des bassins de rétention. Des avancées dans la lutte contre les inondations. Cependant, elles en réclament davantage et invitent les habitants à l'entretien de ces infrastructures

« Que Dieu nous protège des inondations, nous en avons beaucoup souffert », prie Madame Aida THIOUNE, à l'aise devant sa maison au quartier Lansar de Tivaouane. La mine sombre, elle se remémore des années de galère : « En 2005, nous avons vécu des moments très difficiles. Les eaux avaient envahi nos maisons » dit-elle furtivement. Du bout des doigts, Aida indique des demeures abandonnées. Leurs propriétaires ont été chassés par les conséquences des fortes précipitations. Aujourd'hui leur souffrance est allégée par deux choses : le remblaiement de leurs zones d'habitation et les projets d'assainissement. Elle et ses voisins sont les rescapés des opérations de démolition des maisons entre les quartiers Lansar et Médina marène.

Les terres cédées ont permis la construction d'un grand bassin de rétention. L'eau noircie par les déchets est à un niveau intermédiaire. Quatre grands tuyaux submergés par les ordures évacuent les eaux usées et pluviales des quartiers environnants. C'est également un lieu de divagation des chèvres qui

broutent l'herbe d'à-côté. Malgré l'odeur nauséabonde qui s'y dégage, de jeunes hommes courent derrière le ballon rond. C'est l'activité favorite après les cours ou le travail. Il y'a deux à trois années, cette frontière entre Lansar et Diacksao était désespérément appelée « Deur bi » (zone inondée). Madame Yaye Astou DIA passe derrière les buts pour rentrer chez-elle, à quelques mètres du bassin. Avec le sourire, la dame feint la balle puis poursuit sa marche. Le cure-dent à la bouche, le sujet l'interpelle et l'intéresse. « Je vis dans cette zone depuis plus de dix ans. Par le passé surtout en 2005, même nos chambres étaient envahies par les eaux. Nous étions obligées de nous réfugier dans les écoles. Aujourd'hui le bassin et les canaux allègent notre souffrance », analyse-t-elle, avant de renchérir ; « il faut davantage de projets d'assainissement. Certes on applaudit mais la peur est toujours là, présente ».

Une route sépare le bassin du quartier Médina marène. Tout comme Lansar, les séquelles des longues et dures nuits d'hivernage sont toujours perceptibles : des maisons abandonnées sous les eaux ou en démolitions, des murs lézardés. Dans ces deux localités, la prière est la même : en finir de façon définitive avec les dégâts des inondations. « Certes la situation s'est améliorée mais il faut un accompagnement des projets d'assainissement », préconise Monsieur Alassane NDIAYE, en tenue de sport, le visage suant à grosses gouttes.

L'implication des populations

« Un projet d'assainissement nécessite un accompagnement. Certes on ressent les impacts des canalisations entre autres mais il faut protéger les bassins et veiller à ce que les canaux soient curés régulièrement », recommande Monsieur Amadou NIANG, un sexagénaire qui fait le pied de grue à l'arrêt-car de Tableau-Tivaouane. La station de pompage est tous prés. Les canaux qui s'y raccordent déversent des eaux usées et pluviales à la plage de Thiaroye. Ce projet d'assainissement mis en place après les inondations de 2005 est clôturé par des grilles. En période d'hivernage les machines tournent pour enrayer le calvaire des voisins immédiats. Monsieur Abdou NDOYE en fait partie, l'adolescent est convaincu de son impact : « La station de pompage et les deux bassins de rétention nous aident beaucoup durant la saison des pluies. Nous souffrons moins. Et les populations doivent éviter de jeter des ordures à l'intérieur ou aux alentours des bassins de rétention. Ces infrastructures sont pour nous ». Le secrétaire général de l'Association pour le développement de Lansar-Tivaouane (Adtl), Monsieur Gorgui TOURE embouche la même trompette. A titre d'exemple, il cite le bassin de rétention de Poste-Thiaroye dont les canaux sont presque bouchés par les ordures. « Les projets d'assainissement nous soulagent mais nous ne devons nullement les transformer en poubelle », conseille-t-il. L'assainissement, un ouf de soulagement !



PROJET D'ASSAINISSEMENT DE LA CITE SOLEIL ET ENVIRONS Les assurances de l'ONAS sur le retard

Le Directeur Général de l'Office national de l'assainissement du Sénégal (ONAS), Monsieur Lansana Gagny Sakho, réagissant sur « le retard noté dans l'exécution des travaux du Projet d'assainissement de la Cité Soleil et environs » dénoncé par la Coopérative d'habitat de ladite cité, a assuré que le marché de base est déjà bouclé.

La Coopérative d'habitat de la Cité Soleil a regretté, au cours d'un point de presse, « l'arrêt des travaux d'assainissement à la Cité Soleil et environs ». A ce propos, le Directeur Général de l'ONAS, Monsieur Lansana Gagny SAKHO, précise en rappelant que pour ce projet, il y avait le marché de base et l'avenant. « Le marché de base est complètement bouclé. Si nous nous étions limités au marché de base, on ne parlerait plus de ce problème. L'objectif, c'était d'aller beaucoup plus loin et de

satisfaire un nombre plus important de personnes. C'est pourquoi, nous avons ajouté six quartiers et 700 branchements », explique-t-il. Le DG de l'ONAS a néanmoins assuré que toutes les dispositions ont été prises pour que les travaux puissent être terminés dans les délais.

A ce titre, il souligne que l'ONAS travaille en étroite collaboration avec la mairie qui est son interlocutrice depuis le démarrage des travaux. « Nous avons fait le point avec l'entreprise et le bureau de contrôle, nous devons terminer les travaux bientôt », avance Monsieur Lansana Gagny SAKHO. Il a cependant reconnu qu'ils ont eu « quelques difficultés liées à la réception du ciment Cm3 de la Sococim qui a accusé deux mois de retard ». A l'en croire, l'ONAS est aussi en train de travailler pour dégager les voies de passage, « car on doit connecter les eaux

usées à la station d'épuration de Cambère ». »

Sur un autre registre, M. SAKHO a dénoncé le comportement de certaines personnes sur les réseaux d'assainissement. « Les travaux ne sont pas encore finis et certains habitants de la Cité Soleil commencent à faire des branchements clandestins sur le réseau. Je ne sais pas comment on peut qualifier un tel acte. En tout cas, c'est ce qui explique la présence des eaux usées dans le réseau », regrette-t-il. Sur la genèse du projet, le DG de l'ONAS rappelle que Dalifort avait des problèmes pendant la saison des pluies et personne ne pouvait circuler. « Cette zone n'avait pas aussi un système d'assainissement des eaux usées », souligne M. SAKHO. Compte tenu de ces difficultés, l'Etat du Sénégal a, selon lui, mis en place un projet de 9 milliards de francs Cfa pour soulager les victimes des inondations.

STATION D'EPURATION DE CAMBERENE

Les travaux ont démarré, selon le Directeur de l'Exploitation

Le projet d'extension de la station d'épuration de Cambérène a démarré. Selon le Directeur de l'Exploitation et du Contrôle à l'ONAS, Monsieur Pédre SY, le processus d'attribution du marché a été déjà fait, et que les études d'exécution sont finalisées. « Actuellement, la zone est clôturée. Les entreprises contractantes sont sur place pour le démarrage des travaux », précise-t-il.

Il ajoute que l'entreprise contractante a donné son planning. « D'ici la fin de ce mois, les travaux vont démarrer », insiste Monsieur Pédre SY. La réalisation de ces ouvrages permettra d'augmenter la capacité de la station d'épuration de Cambérène qui va passer de 20 000 à 90 000 m³/j avec une partie terrestre de l'émissaire (4,5 km), et une autre en mer (1,7 km). « Le projet a bien démarré », annonce-t-il, formel.



OMNI PROCESSEUR

Une technologie qui permet de produire de l'énergie et de l'engrais à partir des sous-produits



L'Omni processeur est une technologie qui permet de produire de l'énergie et de l'engrais à partir des sous-produits issus de la station de collecte et de traitement des eaux usées notamment les boues. Celles-ci peuvent servir d'engrais tout comme de combustible pour faire fonctionner certains équipements. Pour le Directeur de l'Exploitation et du Contrôle de l'ONAS, Monsieur Pédre SY, les gens ont bien compris les missions de l'Omni processeur qui n'est rien d'autre qu'une technologie permettant d'utiliser les sous-produits d'épuration pour avoir une valeur ajoutée en produisant de l'énergie, de l'engrais et de l'eau distillée qui n'a rien à avoir avec de l'eau consommée.

ONAS

Les travailleurs réclament la revalorisation de la redevance-assainissement

A l'instar des autres secteurs d'activités du pays, le personnel de l'ONAS a commémoré la fête du travail. L'occasion a été saisie par les travailleurs de la structure pour relancer le débat sur la revalorisation de la redevance-assainissement sur la vente de l'eau.



De 1996, date de sa création, à maintenant, l'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS) a réalisé un travail de Titan malgré ses « moyens réduits ». Lors de la célébration de la Journée internationale du travail, les travailleurs ont remis au goût du jour leur doléance relative à la revalorisation de la redevance-assainissement sur la vente de l'eau. « Sans moyens, nous avons montré toute notre compétence et notre savoir-faire », se félicite Monsieur Mamadou Benté DIALLO, porte-parole des travailleurs de l'ONAS selon qui « l'assainissement est une préoccupation majeure de beaucoup de pays en développement ». « Malgré nos moyens dérisoires, ajoute-t-il, l'ONAS a réussi à

faire de notre pays un leader dans ce domaine en Afrique ». La preuve ? « Nous recevons beaucoup de missions des pays africains venues s'inspirer de l'expertise sénégalaise en matière d'assainissement », magnifie le porte-parole des travailleurs. Mamadou Benté DIALLO a ainsi salué la volonté des plus hautes autorités d'ériger l'assainissement au rang des priorités. « Nous les encourageons dans cette voie parce que l'assainissement est un problème de santé publique », affirme-t-il. Toutefois, les travailleurs pensent que l'atteinte de ces défis passe par la revalorisation de la redevance-assainissement sur la vente de l'eau. D'autant plus, soutient Mamadou Benté DIALLO, « nous

nous acheminons vers une réforme du secteur de l'hydraulique ». C'est pourquoi, il appelle les pouvoirs publics à saisir cette occasion pour revoir à la hausse de manière subséquente la redevance-assainissement pour que l'ONAS puisse entretenir son patrimoine de réseaux et d'ouvrages de manière convenable, et réaliser ses ambitions.

A l'image des travailleurs, le Directeur Général Monsieur Lansana Gagny SAKHO a, lui-aussi, reconnu que le montant de la redevance-assainissement sur la vente de l'eau reste l'un des plus gros défis de l'ONAS. Selon lui, la redevance telle qu'elle se présente actuellement, ne permet pas de gérer de « façon optimale » les ouvrages compte tenu de l'actif de l'ONAS estimé à plus de 600 milliards F Cfa, du nombre d'agents (plus de 200 employés) et de prestataires de services (500). La réforme, à son avis, constitue une « aubaine pour corriger ce dysfonctionnement ». Elle passe nécessairement, croit savoir M. SAKHO, par la baisse du montant de la redevance allouée à la Société Nationale des Eaux du Sénégal (SONES) au profit de l'ONAS. « Aujourd'hui, la situation n'est pas tenable », avertit le Directeur Général de l'ONAS, tout en espérant que l'Etat va prendre des décisions dans ce sens conformément au vœu ardent des travailleurs de l'ONAS. « Donner au personnel de l'ONAS les moyens de travailler, c'est améliorer les conditions de vie des populations », insiste M. SAKHO qui a rendu hommage aux « vaillants agents » de sa structure qui abattent, dit-il, « un travail extraordinaire pour que les populations soient dans des bonnes conditions ». A l'occasion, le Directeur Général de l'ONAS a réaffirmé son souhait de lancer au courant de cette année les travaux de dépollution de la baie de Hann.

COMMENTAIRE

Nécessité d'équilibrer les financements en faveur de l'eau potable et de l'assainissement

Sans assainissement, il ne peut y avoir d'eau potable. 80% des eaux consommées par un habitant sont rejetés. A Dakar, si un habitant consomme 100 litres, les 85% sont rejetés. Nous sommes en train de réaliser des ouvrages pour augmenter la consommation et régler le problème d'alimentation d'eau potable avec KM3 et l'usine de dessalement. Autrement dit, nous allons augmenter les besoins en

consommation d'eau et régler le problème d'alimentation. Mais si on le fait, alors que nous n'avons pas mis en place des infrastructures capables de prendre ce surplus d'eaux usées, nous risquons d'avoir des problèmes. Quand nous devons réaliser des ouvrages d'eau potable, nous devons y accoler la partie assainissement pour prendre en charge ce surplus. Malheureusement, les gens sont en train de

régler le problème d'eau potable. Il faut nécessairement penser à prendre en charge le surplus d'eau qu'on va donner aux populations dont 85% seront rejetés. Il faut que ces eaux soient collectées, traitées pour éviter de polluer la nappe, protéger l'environnement et prévenir les problèmes de santé publique. Les infrastructures d'assainissement doivent impérativement suivre ces investissements.



ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL

Le projet de construction de 2000 latrines lancé à Khondiogne

Le Directeur général de l'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS), Monsieur Lansana Gagny SAKHO, a procédé, le 3 mai 2019, à Khondiogne (commune de Tataguine) au lancement du projet de construction de 2000 latrines familiales et édicules publics. Ce projet, d'un délai de 4 mois, concerne 13 régions du pays pour un montant de 775 millions francs Cfa.

Le vendredi 3 mai 2019 est un jour à inscrire en lettres d'or dans l'histoire du petit village de Khondiogne, situé à 5 kilomètres de Ndiosmoné sur la bretelle droite de la route nationale, dans la commune de Tataguine (département de Fatick). Malgré la forte chaleur et la poussière soulevée par le vent sec qui souffle sur la campagne du Sine en pareil moment de l'année, les populations sont sorties en masse.

Installées à l'ombre des trois tentes dressées en face de l'école élémentaire du village de Khondiogne, elles ont chanté et dansé au rythme des sonorités séréres pour exprimer leur joie. C'est dans cette atmosphère que le Directeur Général de l'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS), accompagné des autorités administratives du département de Fatick, a procédé au lancement du projet de construction de 2000 latrines familiales et édicules publics. Auparavant Monsieur Lansana Gagny SAKHO et sa délégation ont visité une latrine témoin construite dans l'arrière-cour du domicile du chef du village de Khondiogne, Monsieur Babou FAYE. Très content de voir son village abriter le lancement de ce projet, ce dernier a rendu hommage à l'ONAS. A l'en croire, ce projet va améliorer l'hygiène dans les villages.

Financé par l'Etat du Sénégal pour un montant de 775 millions de F Cfa, ce projet vise à améliorer les conditions de vie et de santé des populations par la construction de 2000 latrines familiales dans les 13 régions Nord, centre, Sud et Est du Sénégal. Il est prévu aussi la construction de 2000 lave-mains, de 40 édicules publics. Au total, 10.000 personnes du monde rural auront ainsi



accès à un assainissement. Pour la région de Fatick, zone test dudit projet, il est prévu la construction de 1000 toilettes à chasse manuelle (TCM), 1000 lave-mains et 20 édicules.

Selon le Directeur général de l'ONAS, Monsieur Lansana Gagny SAKHO, ce projet est «une révolution», car pour une première fois les toilettes sont gratuites pour les populations. «L'Etat du Sénégal a lancé plusieurs projets de construction de latrines dans les zones rurales. Ces projets ont, pour la plupart du temps, échoué, parce que simplement, on demandait aux populations des contributions alors qu'elles n'ont pas souvent les moyens financiers », explique M. SAKHO. Ce qui est regrettable, selon lui, le problème d'accès à ces ouvrages a occasionné l'abandon des classes des filles.

Gratuité des latrines

Le Directeur Général de l'ONAS a rassuré cependant qu'avec ce projet, la démarche est complètement différente car les latrines seront données gratuitement, «parce qu'il s'agit d'une question de santé publique et d'équité territo-

riale». Lansana Gagny SAKHO est convaincu que la gratuité de l'accès à ces ouvrages permettra d'avoir des « résultats positifs ».

Les travaux de construction de ces latrines vont durer 4 mois et le coût de chaque toilette est estimé à environ 500 000 F Cfa. A la suite du chef de village, le maire de Tataguine, Monsieur Déthié DIOUF, a remercié le DG de l'ONAS pour les efforts fournis au profit des 15 villages de la commune. A son avis, ces latrines contribueront à l'amélioration des conditions de vie en milieu rural car l'assainissement rural était souvent négligé. Le préfet du département de Fatick, Ndèye Nguénar MBODJI, est allé dans le même sens, tout en saluant le travail de l'ONAS pour ce projet qui garantit la dignité de la personne humaine car dans le milieu rural il y a toujours eu un problème d'accès aux toilettes. Aussi, à ses yeux, le recrutement des jeunes de la localité par l'ONAS pour la construction de 1000 toilettes dans le département de Fatick est salubre. Cela va créer, de son point de vue, de la richesse au plan local.

MONSIEUR ALIOUNE NIANG, COORDONNATEUR DU PROJET EAU
ET ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL

« La construction de 100.000 latrines
va accélérer l'accès à l'assainissement
en milieu rural »



Dans le cadre des Objectifs de Développement Durable (ODD), la Banque Mondiale a octroyé à l'Etat du Sénégal, un prêt de 130 millions de dollars pour la réalisation de 100.000 latrines en trois ans en milieu rural. Ce projet Eau et Assainissement est piloté par l'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS) et permettra à un million de personnes d'avoir accès à l'assainissement rural. Dans cet entretien, le coordonnateur de ce projet, Monsieur Aliou NIANG, par ailleurs, le chef du Département Travaux neufs à l'ONAS a aussi indiqué que 51 000 personnes auront accès à un assainissement semi-urbain.



en recrutant, par exemple, une entreprise qui va se rendre dans la zone en vue de réaliser son IEC (Information, éducation, communication) elle-même. La société sélectionnée nous proposera ensuite une technologie ainsi que les matériaux requis pour la réalisation de l'ouvrage ; cela dans un délai très court.

Quels impacts ce projet pourrait-il avoir ?

L'objectif est de réduire de manière considérable le gap qui existe en milieu rural. Nous voulons faire passer le taux à 69% ; lequel est actuellement à 27, 5%. Parallèlement, il s'agira d'assurer de manière durable l'assainissement en milieu rural. Nous avons ciblé 4 zones dans le bassin arachidier : Kaolack, Fatick, Diourbel et Kafrine. Des interventions sont aussi prévues en zones semi-urbaines dans les petites locales telles que Gandiaye, Guinguinéo, Malem Hodar, Guinguinéo, Koun-gueul. A terme, notre objectif est de permettre à 51 000 personnes d'avoir accès à un assainissement semi-urbain et à 1 million de personnes d'avoir accès à un assainissement rural.

Quelles sont les contraintes à l'assainissement en milieu rural ?

Le problème fondamental qui se pose c'est l'accès à l'assainissement en milieu rural. Les gens habitent aussi de manière très dispersée. L'autre défi est d'avoir une bonne cartographie du terrain pour pouvoir intervenir de manière adéquate. Il nous faut donc des entreprises ayant les reins très solides capables de faire des ouvrages préfabriqués au besoin dans des délais très courts. Je rappelle que par le passé, nous avons eu des difficultés dans la réalisation de certains projets. Entre autres contraintes, il faut citer le problème de la compréhension des projets vu que les procédures de la Banque Mondiale, on finance la structure. C'est pourquoi, nous avons cette fois complètement changé de paradigme. Comme je l'ai souligné, nous avons eu à réaliser des projets dans des conditions très difficiles.

Des difficultés dans la mise en œuvre du projet ?

Il existe un certain nombre de difficultés dans le cadre de la mise en œuvre du projet. D'abord avec les changements institutionnels qui sont intervenus, l'ONAS va intervenir en milieu rural en lieu et place de la Direction de l'Assainissement. Avec la nouvelle réforme, l'ONAS va intervenir aussi bien dans le milieu urbain, semi-urbain que rural. Ce qui veut dire que nous allons dans un milieu que nous ne connaissons pas très bien. L'autre aspect à souligner est que nous allons exécuter un projet de très grande envergure avec la construction prévue de 100.000 latrines ; ce qui est un défi important à relever. Maintenant, il faudra l'implication de toutes les parties prenantes y compris l'administration locale pour l'atteinte des objectifs.

A quand le démarrage des travaux ?

Les travaux du projet sont prévus à la fin de cette période d'acquisition à savoir dans 8 à 9 mois. Cela est lié à la longue procédure qui va de la présélection au recrutement de l'entreprise. En tout état de cause, nous espérons disposer des capacités nécessaires pour avoir la réalisation des ouvrages prévus, dans les délais impartis. Nous avons procédé à un appel d'offres international à l'issue duquel nous opérerons un choix sur l'entreprise attributaire ; en tenant évidemment compte des offres techniques et financières.

Pouvez-vous nous parler de l'état d'avancement du projet ?

Le projet Eau et Assainissement en milieu rural est initié par l'Etat du Sénégal, en rapport avec son partenaire technique et financier, la Banque Mondiale. Le projet, d'une durée de 36 mois, s'inscrit dans le cadre de l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD). Son coût est également estimé à 130 millions de dollars. Il s'agit d'un prêt de la Banque Mondiale à l'Etat du Sénégal qui va en ce qui le concerne prendre en charge la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et les droits de douane. Le projet vise à faire évoluer le taux d'accès à l'eau de 27% à 69% en 2023. Nous visons aussi la construction de 100.000 latrines en trois ans ; ce qui est énorme. De manière générale, il s'agira d'améliorer le cadre de vie en milieu rural notamment en matière d'assainissement. Il faut souligner que nous sommes actuellement à la phase d'acquisition. Nous sommes en train de préparer le dossier d'appels d'offre et les manifestations d'intérêt pour recruter les entreprises et cabinets qui vont nous accompagner dans le cadre du projet.

Donc on peut dire que le projet est en bonne voie...

Effectivement, le projet est en bonne voie. Nous avons, par ailleurs, emprunté un nouveau chemin pour ce qui est de l'assainissement rural. Nous avons, en effet, changé de paradigme à travers la préparation d'un dossier de pré-qualification. Par conséquent, au lieu de prendre des entreprises classiques qui nous faisaient des ouvrages autonomes, nous voulons aller à une nouvelle technologie



ASSAINISSEMENT AUTONOME

Un projet urbain inclusif testé à Kaolack et Kolda

Le projet « assainissement urbain inclusif à travers un modèle de croissance verte » financé par la Fondation Bill et Melinda Gates, en partenariat avec l'ONAS et l'Institut mondial pour la croissance verte a été lancé. Ce projet sera testé dans une première phase dans deux villes sénégalaises notamment à Kaolack et à Kolda.

L'assainissement autonome est la voie pour accélérer la marche vers la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). A Dakar, 75 % des ménages font recours à ce système. Pour le Directeur Général de l'ONAS, Monsieur Lansana Gagny SAKHO, si la moitié des investissements est alloué à l'option précitée, les objectifs fixés seront atteints. C'est toute la pertinence du projet « assainissement urbain inclusif à travers un modèle de croissance verte », lancé, à Dakar. Financé par la Fondation Bill et Melinda Gates en collaboration avec l'Institut Mondial pour la Croissance verte (GGGI) et l'ONAS, ce projet va durer deux ans. Selon le Directeur Général de l'ONAS, cette initiative est une continuation du projet de structuration du marché des boues de vidange qui consiste à développer

l'assainissement autonome. Elle se traduira par la mise en place des systèmes d'assainissement adaptés à notre environnement. Monsieur Lansana Gagny SAKHO considère que dans beaucoup de cas, il y a une nappe affleurante, et malheureusement le réflexe a toujours été de faire un système d'assainissement tout à l'égout. Malgré son efficacité dans certaines circonstances, celui-ci présente parfois des limites. Par conséquent, il s'agira de mettre en œuvre d'autres méthodes d'assainissement qui contribueront non seulement à préserver l'environnement mais également à hâter l'accès à un système d'assainissement complètement différent pour atteindre les ODD.

Kaolack et Kolda, premières cibles

L'objectif du projet est de développer dans deux villes du pays, des instruments de planification stratégique axée sur la croissance verte afin de renforcer la résilience territoriale, de développer les capacités de gouvernance climatique et de mobiliser des ressources pour le financement de projets d'assainissement bancables. Le représentant-

résident de l'Institut mondial pour la croissance verte (GGGI), Monsieur Mamadou KONATE, souligne que, dans un premier temps, les villes de Kaolack et de Kolda sont ciblées pour ce projet. A l'issue de la phase test, 25 autres villes vont en bénéficier. M. KONATE indique que ce projet veut mobiliser 7 millions de dollars, environ 4 milliards de francs Cfa (financements verts ou privés) à travers des plans d'affaires bancables au bout des deux ans pour faire de l'assainissement une valeur marchande. Le responsable pays de GGGI explique que les défis de l'assainissement peuvent être transformés en opportunités, « si on traite et met en valeur les boues de vidange dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture, etc. ». Ces technologies et services d'assainissement innovants et viables constitueront aussi des réponses aux changements climatiques. Le Directeur de l'Assainissement, Dr Ababakar MBAYE, a salué la pertinence dudit projet. «L'accès à l'assainissement de 3000 à 30 000 habitants représente dans notre pays une problématique particulière», affirme-t-il. Pour lui, ce projet permettra d'atteindre les objectifs en matière d'assainissement.

Nexus Croissance verte et assainissement : GGGI et ONAS lancent un projet pilote



Le 02 juillet 2019 à Radisson Blue Dakar, l'Institut Mondial pour la Croissance Verte (Global Green Growth Institute - GGGI) et l'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS) ont lancé le projet pilote d' « Assainissement urbain inclusif à travers un modèle de croissance verte » dans les villes secondaires. Ce lancement a été effectué par Monsieur Ababacar MBAYE, Directeur de l'Assainissement, au nom de Mr Serigne Mbaye THIAM, Ministre de l'Eau et de l'Assainissement, en présence de Mr Lansana Gagny SAKHO, DG de l'ONAS, Mr Mamadou KONATE, Représentant Résident par intérim de GGGI, du Représentant de l'Union des Associations des Elus Locaux (UAEL), des partenaires techniques et financiers et de l'ensemble des acteurs du sous-secteur de l'assainissement. Ce lancement a été marqué par la signature du protocole d'accord entre GGGI et ONAS pour la mise en œuvre du projet.

Avec l'appui financier de la Fondation Bill and Melinda Gates, ce projet pilote sera mis en œuvre dans deux villes, avec pour but de doter ces communes d'instruments de planification stratégique axée sur la Croissance verte afin de renforcer la résilience territoriale, de déve-

lopper les capacités de gouvernance climatique et de mobiliser des ressources pour le financement de projets d'assainissement bancaables. Il sera mis en œuvre avec l'implication de services compétents notamment l'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS), et la Direction de l'Assainissement.

Plus spécifiquement, ce projet, dans sa phase de développement de deux ans (2019-2021) vise à : (i) Appuyer le Gouvernement dans l'adoption de politiques nécessaires pour créer un environnement propice à l'attraction du financement vert et/ou du privé ; (ii) Soutenir l'intégration de l'assainissement dans les stratégies nationales pour la résilience aux changements climatiques et la croissance verte ; (iii) Développer dans les deux villes cibles, en collaboration avec le secteur privé, des technologies / services d'assainissement innovants et viables, qui constituent des réponses aux changements climatiques ; (iv) Développer deux plans d'affaires bancaables pour l'implémentation de ces technologies / services et accompagner la mobilisation des financements verts et/ou privés, au moins à hauteur de 7 millions de dollars US. Ce projet permettra également d'établir des indicateurs

de mesure de la contribution de l'assainissement à la résilience aux changements climatiques, afin de la mobilisation des financements verts pour le secteur.

Cette expérience commune au Sénégal et au Népal, constituera un test à partir duquel les bonnes pratiques seront partagées avec les autres pays partenaires de GGGI, pour une réplique à plus grande échelle.

Pour rappel, l'Institut GGGI est une organisation intergouvernementale créée par un traité en 2012 et dont le siège se trouve à Séoul en République de Corée. A travers son bureau pays établi en 2016, GGGI a pour mission d'appuyer le Gouvernement du Sénégal dans la transition vers une croissance verte forte, inclusive et durable, à travers les axes suivants : (i) développement de villes vertes secondaires ; (ii) Développement durable et des Energie à usages productifs en milieu rural ; (iii) Développement de capacités pour la croissance verte.

Pour plus d'informations sur GGGI veuillez consulter le **site web <https://gggi.org>**

Abdoulaye FAYE,
Responsable Assainissement
(Projet BMGF) GGGI

DON DE SANG

L'amicale des femmes de l'ONAS sacrifie à l'acte qui sauve des vies

L'Amicale des femmes de l'ONAS a organisé, le 23 avril 2019, une séance de don de sang. Plusieurs agents de la structure ainsi des bonnes volontés ont massivement répondu à l'appel de l'amicale pour donner leur sang. Le Directeur Général de l'ONAS, Monsieur Lansana Gagny SAKHO, a sacrifié à ce geste citoyen. Selon la présidente de l'Amicale des Femmes de l'ONAS, cette première édition

fait partie de leur plan d'actions. « Nous sommes solidaires avec les femmes qui perdent souvent beaucoup de sang lors des accouchements, en plus des accidents de la circulation qui augmentent la demande en sang », précise Madame Adja Gnagna NIANG. Au total, 200 poches de sang ont été collectées et remises au Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS).



ENJEUX DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

L'AJPEAS appelée à être leader pour le changement

Les responsables du secteur de l'Eau et de l'Assainissement ont plaidé pour que les membres de l'Association des Jeunes Professionnels de l'Eau et de l'Assainissement

(AJPEAS) s'impliquent davantage pour les enjeux de l'heure. Le Forum mondial de l'eau-Sénégal 2021 est aussi une occasion pour eux de réfléchir sur des propositions.





L'eau est une denrée vitale. La jeunesse qui constitue l'avenir, doit être sensible aux enjeux autour de cette denrée. C'est tout le sens de l'engagement de l'Association des Jeunes Professionnels de l'Eau et de l'Assainissement du Sénégal (AJPEAS) pour la préservation et l'amélioration de cette ressource, mais aussi pour un meilleur accès à l'assainissement. Au cours de leur Assemblée générale, les « anciens » du secteur ont ainsi lancé un appel aux membres de l'AJPEAS pour plus d'engagement sur ces questions.

Le Secrétaire Exécutif du Forum Mondial de l'Eau Sénégal-2021, Abdoulaye SENE, estime que l'actualité de l'eau impose à tous les acteurs une « posture de responsabilité ». Compte tenu du « futur douteux de l'eau » avec la forte demande, la raréfaction de la ressource et même son épuisement dans certaines parties du monde, il pense qu'il faut que les jeunes professionnels adoptent une nouvelle posture pour que les générations

futures puissent disposer de ce liquide précieux. « L'espoir et l'avenir de l'eau sont entre vos mains. Notre devoir est de vous pousser à être innovants dans la gestion de l'eau », confesse le Secrétaire Exécutif du Forum de l'eau de 2021. Il ajoute que la jeunesse de la population africaine peut être une opportunité et le secteur de l'eau offre des capacités de carrière et d'insertion professionnelle.

Le Forum 2021 que le Sénégal accueille offre ainsi aux jeunes professionnels africains l'occasion de s'affirmer et de s'exprimer. « C'est surtout un grand défi pour nous car nous avons la responsabilité de réussir un Forum efficace aux plans économique, social et politique. Les jeunes sont attendus pour jouer un rôle important dans la production scientifique. La jeunesse va constituer la cheville ouvrière de ce forum », réaffirme M. SENE.

Dans la même perspective, le Directeur Général de l'Office National de l'Assainissement du Sénégal

(ONAS), par ailleurs, Président du Comité sénégalais de l'Association Africaine de l'Eau (AAE), Monsieur Lansana Gagny SAKHO demande surtout aux jeunes professionnels de sortir des zones de confort et de travailler dans la prévision. Du fait du doublement de la population sénégalaise tous les 25 ans, il a invité les jeunes professionnels de l'eau et de l'assainissement à sortir des « sentiers battus » et d'être leaders pour le changement, tout en plaidant également pour une « approche inclusive » entre les structures qui s'occupent de l'eau et de l'assainissement. D'autant plus, rappelle-t-il, l'essentiel de l'eau potable doit rejoindre les réseaux d'assainissement après utilisation. Le Directeur Général de l'Office des Forages Ruraux (OFOR), Monsieur Seyni NDAO recommande, quant à lui, aux jeunes professionnels de penser aussi aux autres sous-secteurs comme l'assainissement et la grande irrigation car les métiers de l'eau « ne s'arrêtent pas seulement à l'eau potable ».

MONSIEUR ABIDINE DIAKAHTÉ, CHEF DU DEPARTEMENT EXPLOITATION DAKAR

Un passeur de la conscience professionnelle

Monsieur Abidine Diakahté est un modèle pour les jeunes travailleurs de l'ONAS. Voilà trois décennies qu'il est au service de l'ONAS et des populations. Actuellement chef du département exploitation Dakar à la Direction de l'Exploitation et du Contrôle de l'ONAS, il pense que la meilleure manière d'exercer ce métier c'est de l'aimer et d'en faire un sacerdoce. Aussi, a-t-il salué, l'engagement des agents à toujours porter plus haut le flambeau de l'ONAS.

Voilà trois décennies que Monsieur Abidine Diakahté, actuellement chef du département Exploitation Dakar à la Direction de l'Exploitation et du Contrôle de l'ONAS, est au service de l'ONAS et des populations. « Nos pays sont à construire. Il y a beaucoup de choses à

faire. Chaque citoyen doit apporter sa contribution », déclare-t-il, le sourire au coin des lèvres. C'est en 1990 qu'il a intégré la Société Nationale d'Exploitation des Eaux du Sénégal (SONEES), qui a donné naissance à l'ONAS et à la SONES. Depuis lors, il a gravi les éche-

lons en occupant presque l'essentiel des postes. Ce qui l'a le plus marqué au cours de sa riche carrière reste l'engagement des agents notamment du personnel de l'exploitation. « J'ai été témoin de beaucoup de choses. J'ai assisté à la mise en œuvre de beaucoup de chantiers. Mais ce qui m'a surtout marqué c'est le niveau d'engagement des agents à toujours porter plus haut le flambeau de l'ONAS », témoigne-t-il. Monsieur Abidine Diakahté se dit frappé par l'engagement et la disponibilité du personnel assez diversifié de l'ONAS. «





L'assainissement pour un meilleur cadre de vie

*Siège Social : Cité TP Som n°4 - Hann - BP 13428 Grand-Yoff, Dakar, Sénégal
Tél : (221) 33 859 35 35 - Fax : (221) 33 832 35 31 - Numéro Orange : 81 800 10 12
E-mail : onas@orange.sn - Site web : www.onas.sn*